

La mise en jeu du patrimoine en ville Démarches et perspectives

Caroline DE SAINT PIERRE

Face à l'accélération croissante du temps, soulignée par le fait de vivre une époque où tout est expérimenté à l'échelle mondiale, partageant de cette manière l'information, les images et les événements en temps réel, on assiste à l'émergence de nouvelles peurs et à de nouveaux défis¹. Dans un contexte où, de surcroît, la perte des illusions sur le progrès a conduit à un ébranlement des certitudes, on peut se demander si l'activité intense telle qu'elle se développe autour du patrimoine en ville ne tenterait pas d'apporter un certain contrôle, en essayant de rétablir des repères temporels et spatiaux et ainsi de redéfinir un environnement².

Car il est vrai qu'en travaillant sur les villes aujourd'hui, les chercheurs sur le terrain sont presque systématiquement confrontés à la problématique de la patrimonialisation. Un peu partout, dans des pays différents, des initiatives proviennent de toutes parts et d'acteurs diversifiés. Elles peuvent prendre la forme d'actions revendiquées visant à faire reconnaître comme remarquable un espace déterminé, porteur d'une mémoire digne d'être connue et reconnue, conservée et transmise et dont la forme ou l'expression particulière incarnerait une spécificité renvoyant à un passé proche ou lointain. La fabrication de patrimoine se produit également, à travers des pratiques au quotidien et à une échelle micro, sans intention aussi clairement affichée au départ, mais qui n'en viennent pas moins à délimiter, définir et faire émerger un espace emblématique d'une histoire et d'une population³. On interrogera ces modalités de création d'« authenticité » d'un local, traversé par la circulation généralisée des hommes et des idées, puisant ces références à l'échelle du monde et rendant ainsi caduque une opposition en termes local/global⁴.

Dans la minutieuse attention que les chercheurs prêtent aux situations observées, ils se trouvent face à une richesse de matériaux en relation avec une pluralité d'initiatives. Celles-ci peuvent prendre la forme de l'écrit, tels des petits journaux de quartier, des pamphlets, des travaux d'histoire ou des articles de la presse nationale, des commentaires de guides touristiques, des feuillets de

communication provenant d'instances locales, nationales ou internationales, des sites Internet et des échanges sur les blogs et réseaux sociaux. Celles-ci se manifestent aussi sous des formes orales, au travers de conversations échangées dans la vie quotidienne ou bien lors de réunions, de discours officiels, d'émissions de radios sur ce qui constituerait la valeur et l'authenticité d'un édifice, d'un secteur de ville, d'une pratique ; également sous des formes audiovisuelles à travers films, émissions et documentaires.

Ces initiatives peuvent aussi se présenter comme des activités éphémères organisées par les habitants ou les institutions, comme des mobilisations, des visites, des célébrations, des défilés, des festivités, lors de festivals, de *Journées du Patrimoine*, ou à l'occasion de la désignation d'une ville comme peut l'être celle de *Capitale européenne de la culture* ; toutes donnant lieu à des mises en scène, plus ou moins spectaculaires d'espaces ou de pratiques.

Ce sont aussi des initiatives plus permanentes, comme peuvent l'être des interventions architecturales ou ornementales, paysagistes, artistiques, qui cherchent à guider l'œil et les parcours des passants dans la ville, à leur signaler, désigner, souligner une valeur patrimoniale. Cette mise en évidence d'un certain passé par la conservation, la réhabilitation ou même la re-création, s'accompagne aussi de destructions d'édifices renvoyant à d'autres mémoires jugées peu ou plus du tout légitimes à un moment donné, comme il en sera question ici à différentes reprises.

Enfin, le chercheur est aussi confronté à toutes sortes de démarches menées devant des instances spécialisées, ayant pour objet de faire reconnaître, étiqueter, classer comme patrimoine tel ou tel secteur de la ville ou telle pratique qui s'y joue ; instances qui elles-mêmes se prêtent à leur tour à un travail important, d'analyse, de sélection, de catégorisation et de hiérarchisation⁵.

Dans ces processus de patrimonialisation sont donc impliqués des acteurs très divers et aux différents statuts. On rencontre des associations de tout ordre, des collectifs, des petits groupes de voisins plus ou moins informels, des historiens locaux, des architectes et urbanistes, des journalistes, des visiteurs d'ici et d'ailleurs, mais aussi des spécialistes appartenant à des institutions à l'échelle locale, nationale ou internationale, les uns et les autres étant amenés à interagir⁶. Les recherches présentées ici rendent effectivement compte des modes de mobilisation d'une pluralité d'acteurs et de secteurs de la société qui, en s'exprimant, se positionnant, se confrontant, donnent à voir au présent des façons de créer à la fois leur environnement et des modes de « regroupements⁷ ».

La question du patrimoine a le plus souvent été traitée selon les types d'objet ou d'espace (monuments, œuvre d'art, espace d'habitat, de travail, espace public) ou de contexte (historique, culturel ou social) ou de référence (national ou local, prestigieux ou ordinaire), ou d'acteurs (institutionnels, habitants) et ce, souvent en fonction des appartenances disciplinaires. Il nous a paru intéressant dans cet ouvrage sur la ville⁸, d'aller au-delà de ces partages et divisions, pour aborder le patrimoine tel qu'il se vit et se fabrique aujourd'hui au quotidien, quels que soient les objets, les échelles, les acteurs. Nous l'appréhendons ici non

pas, comme s'il s'agissait d'un état fixe déjà défini, mais bien plutôt en actes, se construisant selon un enchaînement de séquences traversées par différentes dynamiques.

Partant d'études empiriques, les textes se dédient ainsi à décrire et analyser dans le détail les conditions qui permettent d'activer ou de réactiver une mémoire, de convertir quelque chose en patrimoine, ancien ou récent, en lien avec un *contexte* c'est-à-dire un espace/temps social⁹; ils se dédient aussi à mettre en évidence les logiques développées en prenant en compte les enjeux qui les sous-tendent dans chaque situation. De cette façon, des comparaisons peuvent se faire puisque l'on s'intéresse à faire ressortir des processus sociaux et symboliques. Ainsi seront présentées des recherches menées tant dans les grandes villes de plusieurs pays (Moscou, Berlin, Beyrouth, Buenos-Aires, Abou Dhabi, Casablanca, Paris) que dans plusieurs villes moyennes et banlieues françaises (Nantes, Lille, Firminy, Rézé, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines), sur des objets aux natures et échelles diverses et où sont impliqués différents types d'acteurs.

Comme on peut l'observer dans les débats souvent passionnés qu'il suscite, le patrimoine est loin de renvoyer à une vision unifiée de la part des différents acteurs. La notion même est équivoque : ces *objets porteurs de temps*, selon l'expression de Daniel Sibony¹⁰ ou *ce temps solidifié*, selon Bernard Lepetit¹¹, ne renvoient pas à la même chose pour tous et sont soumis à de multiples interprétations. Plutôt que de partir d'une définition préalable, on s'est donc plutôt interrogé sur les différents sens que lui confèrent les acteurs en fonction du contexte et des enjeux du moment.

On a pu relever la grande instabilité de ce patrimoine, ce qui indique que l'on est très loin du sens de permanence auquel ce concept est associé de manière courante, comme le montrent particulièrement bien les recherches menées à Beyrouth (S. Brones), Berlin (M. Hocquet), Casablanca (P. Garret), en mettant en évidence le lien étroit entre les architectures et l'histoire nationale ainsi que les enjeux qui s'imposent pour activer une mémoire plutôt qu'une autre dans une situation donnée.

On assiste aussi, dans certains cas à des tentatives de faire émerger du patrimoine comme le dévoilent les travaux menés à Rézé (S. Bresson), à Saint-Quentin-en-Yvelines et Cergy-Pontoise (C. de Saint Pierre), ou à Firminy (C. Lauras) : essayer d'attirer l'attention sur des formes architecturales, urbanistiques ou des œuvres d'art public contemporain encore peu regardées. D'ailleurs, ces traces d'un passé proche que certains souhaitent préserver, mettre en valeur et transmettre ne s'imposent pas d'emblée ou bien ne font pas forcément consensus parmi l'ensemble des acteurs, comme c'est le cas avec l'architecture moderne de Le Corbusier à Rézé et à Firminy (S. Bresson, C. Lauras) ou avec les parties récentes des villes de Cergy-Pontoise et de Saint-Quentin-en-Yvelines (C. de Saint Pierre). Le cas d'Abou Dhabi (S. Corbillé), avec sa surmodernité et ses 80 % de populations étrangères, où l'on tente de créer de toutes pièces une identité, sous la forme d'une *marque*, à partir, non plus de ce qui est déjà là, mais

d'un patrimoine à venir, nous apparaît au premier abord bien particulier. Mais ne nous montre-t-il pas peut-être tout simplement cette dimension performative de la logique patrimoniale poussée à l'extrême ?

Cela nous amène à considérer que la question patrimoniale croise la question du développement et de la transformation des villes. L'apparition de nouvelles formes de tourisme et la nécessité actuellement pour les villes de bien se placer sur une scène internationale contribuent à promouvoir en patrimoine des objets nouveaux¹². À Nantes, c'est d'ailleurs la politique touristique qui questionne et fait bouger la question patrimoniale, telle qu'on l'entend habituellement ; c'est-à-dire en la décentrant des seuls monuments au territoire, en l'ouvrant à de nouvelles expériences de visite qui passent par une appréhension des sens ne se limitant pas au seul regard et en donnant aux artistes un rôle important (A. Bossé, A. Nicolas). De façon comparable, à Lille (S. Gravereau), les Maisons Folie, fabriquées à partir de friches industrielles ou paroissiales, sont détournées de leurs anciennes fonctions pour être destinées maintenant à l'art et la culture. À Buenos Aires, c'est en s'appuyant sur les traces d'une ancienne activité portuaire incarnée par des entrepôts d'architecture anglaise que se crée, dans ce cas, un quartier luxueux avec l'intervention d'architectes connus (Calatrava, Starck, Foster), produisant au final de nouvelles images de la ville (M. F. Girola *et al.*). Toute la question étant de savoir dans chacune de ces situations, si s'appuyer sur certaines traces du passé suffit à transmettre une histoire, instaurer du patrimoine, et aux yeux de qui, ou si cela ne vient pas plutôt mettre en évidence l'action des édiles sur un territoire ?

De façon moins spectaculaire, certaines logiques de patrimonialisation renvoient à la mise en forme et mise en valeur d'un vécu plus ou moins mythifié, dans un cadre de vie invisible aux yeux de l'extérieurs dans certains cas, ou menacé dans d'autres. On peut voir toute l'inventivité et la passion à l'oeuvre dans cette production de patrimoine que ce soit à Moscou, dans le quartier de Sokol (Carton de Grammont) à Buenos Aires, dans les quartiers de San Telmo, Floresta (Girola *et al.*), Boedo (C. de Saint Pierre), ou dans des secteurs de ville nouvelle, à Cergy-Pontoise et Saint-Quentin-en-Yvelines en région parisienne (C. de Saint Pierre).

Dans certains cas, les résultats ne sont pas toujours ceux attendus, menant parfois à des situations paradoxales : la gentrification pouvant transformer ces espaces et remodeler la géographie sociale de la ville, quelquefois tendre à exclure ceux qui étaient eux-mêmes à l'origine de ces initiatives (S. Carton de Grammont), ou encore rediviser l'espace et créer de nouvelles frontières sociales conflictuelles (S. Gravereau) qui peuvent engendrer à leur tour de nouvelles luttes pour obtenir une réappropriation (M. F. Girola *et al.*). Ces actions en promouvant sur la scène publique certains espaces à un moment donné peuvent aussi conduire à faire émerger de nouveaux acteurs et à une redistribution des cartes du jeu social. Ainsi à Beyrouth, vont se trouver écarté certaines élites du centre historique et, partant, remis en cause plus largement tout un tissu social constitué autour d'un savoir-faire (S. Brones) ou dans le Berlin réunifié (M. Hocquet), vont se sentir déconsidérés, voire même destitués, les Berlinoises de l'Est.

À partir de ces études de cas, on est amené à s'interroger sur ces va-et-vient d'images et de valeurs d'espaces urbains et de leurs habitants et, à les situer dans une confrontation beaucoup plus large, la question patrimoniale renvoyant alors inéluctablement à des enjeux sociaux et politiques. Il apparaît aussi clairement que la configuration du patrimoine ne peut être appréhendée en l'enfermant dans la seule dimension locale, mais que doit être pris en compte la circulation accélérée des idées, des images et des hommes. Ainsi des acteurs venus d'ailleurs peuvent jouer un rôle important, comme les étrangers qui ont une résidence secondaire dans les quartiers historiques (S. Chevalier, E. Lallement), ou comme les visiteurs à la recherche de nouvelles formes de tourisme en ville (A. Bossé, A. Nicolas, S. Gravereau, S. Corbillé).

Les emprunts à des manières de faire puisées dans d'autres villes du monde sont également courants : ainsi les différentes manifestations, sous forme de défilés, de groupes culturels à Buenos Aires se réfèrent-elles directement à ce qui se fait à New York (M. Lacarrieu *et al.*). De plus, ce qui sert de fondement à la création d'une authenticité locale peut mobiliser des traditions quelquefois lointaines et des éléments exogènes. L'ensemble souvent assez hétéroclite relève d'ailleurs souvent tant du patrimoine matériel qu'immatériel (S. Carton de Grammont, C. de Saint Pierre, A. Bossé, A. Nicolas, S. Corbillé), ce qui rend cette division telle qu'elle est pratiquée par l'Unesco, peu pertinente pour les chercheurs.

Rendre compte dans ces différentes situations des différentes opérations individuelles ou collectives par lesquelles se crée du patrimoine local ou national, que ce soit avec des acteurs autochtones ou non, et à partir d'éléments réinterprétés appartenant à des registres différents, est ce qui nous a particulièrement intéressé ici.

Pour mettre en évidence cette mise en jeu du patrimoine dans les villes, les contributions ont été regroupées à l'intérieur de trois parties. La première partie intitulée « Mises en forme symboliques du passé dans les centres-villes » s'intéresse aux cas de Berlin, Beyrouth, Casablanca, Paris. Dans les trois premières villes, s'effectuent des modes de sélection et de transmission d'une mémoire, à partir du legs architectural, concernant aussi bien le passé de la ville que celui du pays.

Dans le cadre de la réunification de Berlin, il s'agit d'effacer les traces du passé de la RDA (*cf.* M. Hocquet, « La reconfiguration de l'espace urbain berlinois... »), en détruisant certains édifices symbolisant le régime communiste, pour en faire resurgir d'autres susceptibles de renvoyer à une référence commune qui soit antérieure à la césure, comme l'architecture de style prussien rationnel. Mais pour la population de Berlin-Est la mémoire de cette époque ne se réduit pas aux seuls aspects dictatoriaux ou répressifs : ce traitement du patrimoine bâti est-allemand devient pour eux la *métaphore d'une dévaluation*, leur donnant le sentiment d'être *étrangers* ou *exilés* chez eux. Cela fait bien ressortir à quel point les espaces viennent signifier la biographie de chacun en lien avec la grande histoire mais englobant également différents aspects de la vie quotidienne, même

si cette dimension-là est assez peu perceptible aux regards extérieurs. Dans ce cas, les Berlinoises de l'Est n'ont pas réussi à se faire entendre et ce conflit est resté larvé à la différence de ce qui se joue à Beyrouth.

Là aussi, il s'agit d'effacer des traces qui sont celles des guerres du Liban et dont Beyrouth a été le théâtre (cf. S. Brones, « Le présent du patrimoine »), pour promouvoir à travers la destruction de certains bâtiments et la mise en valeur d'autres, un passé *neutralisé* répondant à un besoin de réparation et de justice. Mais dans ce cas, une opposition importante va venir de la part des expropriés qui étaient aussi les anciennes élites de la ville et, pour qui, ce cadre urbain représentait un ensemble de savoirs faire et un mode de socialité significatifs de la singularité de la ville, au-delà de la question confessionnelle ou économique. À propos du patrimoine vont ainsi s'opposer deux conceptions, l'une, de la part de la société privée en charge du réaménagement, centrée sur la matérialité de l'espace sans lien avec les pratiques des habitants et l'autre, de la part du *Comité des ayant droit* mettant en avant une mémoire collective rattachée au bâti.

À Casablanca (cf. P. Garret, « La défense du patrimoine architectural et urbain de Casablanca »), c'est à l'émergence d'une préoccupation patrimoniale d'abord centrée sur l'architecture *coloniale* française, de la part d'une association composée en grande partie d'architectes et d'intellectuels, que l'on assiste au cours des années 1990. Le suivi de l'évolution des qualificatifs employés depuis 20 ans pour la désigner (*d'architecture coloniale* on est passé à *Art déco* puis à *laboratoire de la modernité*) et les conflits suscités sont riches d'enseignements sur les enjeux sociaux et politiques à la fois propres à l'héritage de la ville en soi mais aussi au positionnement de cette dernière par rapport au pays : comment revendiquer d'être moderne tout en étant marocain.

Un peu différent est le cas du centre historique de Paris (cf. S. Chevalier, E. Lallement, « La "parisianité" comme patrimoine partagé ») où il est plus question, de la part de résidents secondaires étrangers qui s'y sont installés, de retrouver des images de la ville déjà connues et plutôt stabilisées par leur diffusion mondialement généralisée. Mais à cette confirmation de la définition d'espaces emblématiques (qui délimite certains quartiers et en laisse de côté d'autres), va être associée, de leur part, des façons de vivre qui seraient propres à Paris et auxquelles ils cherchent à se conformer ; et ce faisant, contribuent à coproduire le mythe d'une « *parisianité* » qui différencie cette capitale d'une autre.

Dans une seconde partie intitulée *Mises en scènes architecturales, culturelles et artistiques*, l'accent va porter sur les tentatives, abouties ou pas, de faire du patrimoine à partir d'objets ou de pratiques jusqu'alors peu reconnus, dans les villes de Nantes, Rézé, Firminy, Lille, Buenos Aires, Abbou Dhabi.

À Nantes (cf. A. Bossé, A. Nicolas, « Tourisme culturel et patrimoine urbain »), ce sont les expériences touristiques et ses exigences actuelles qui tendent à remettre en cause l'importance du patrimoine historique et à faire bouger ce que l'on définit habituellement comme patrimoine. En effet, ces dernières années de nombreux aménagements et événements artistiques, permet-

tant une appréhension sensuelle et festive de la ville et mettant en avant des éléments de l'ordre du sensible ou de l'affect, vont donner lieu à certains frottements entre différents acteurs (entre les institutions et/ou entre les habitants) mais aussi à des débats et des arrangements, sur ce qui constitue l'image de Nantes et partant son patrimoine. Cette remise au goût du jour donne lieu à un patrimoine *protéiforme* incluant ce qui relève de l'immatériel et tend à court-circuiter le patrimoine traditionnel.

Dans le cas de la *Maison Radieuse* construite par Le Corbusier à Rezé (cf. S. Bresson, « Habiter la Maison Radieuse »), l'architecture de 1955 et le projet social qu'elle incluait peuvent aujourd'hui servir de point d'appui à certains habitants pour valoriser leur habiter, notamment en remettant en service certains espaces communs qui faisait partie du projet social initial, en organisant des visites, en ouvrant aux Journées du Patrimoine. En fait, sur le temps long, la réception sociale du bâtiment a connu des variations importantes, entre stigmatisation et valorisation, que les trajectoires individuelles permettent de bien saisir en replaçant les différents sens donnés au bâtiment en fonction des espaces/temps sociaux. Il est également intéressant en se situant à une échelle plus large de voir comment Rezé, commune voisine de Nantes, a essayé d'en faire un atout pour se différencier de cette dernière : à la suite du classement de ce bâtiment (les façades et la terrasse), en 1965, à l'Inventaire des monuments historiques, la municipalité a développé une politique de commandes d'édifices à des architectes connus (Perrault, Fuksas, Anselmi), cherchant à produire une image de *ville d'architecture*, à laquelle renvoie son logo qui fait référence au dessin de la Main ouverte de Le Corbusier. On a ainsi, dans ce cas, une coproduction par différents acteurs (habitants, municipalité, association Le Corbusier) d'une patrimonialisation qui diffère sensiblement de ce qui se joue à Firminy.

Le secteur appelé Firminy vert (cf. C. Lauras, « Firminy-Vert ») était une commande passée à Le Corbusier pour la construction d'un centre culturel, d'un stade, d'une unité d'habitation et d'une église entre 1958-1960. La mort de celui-ci ne permettra d'achever que le premier bâtiment, les autres seront terminés par ses disciples et l'église, laissée à l'abandon pendant 30 ans, sera finalement achevée en 2006. Il n'en demeure pas moins que ce secteur de ville est l'objet de toutes les attentions de la part d'acteurs institutionnels, comme Saint-Étienne Métropole et la municipalité de Firminy ou de professionnels, se traduisant par différentes mises en scène qui s'apparentent surtout à une ode à la seule figure de l'architecte et ne semblent pas, pour le moment du moins, concerner beaucoup les habitants.

À Lille (cf. S. Gravereau, « Les maisons Folie dans la métropole lilloise »), c'est à l'occasion de sa désignation comme *Capitale européenne de la culture* pour 2004 que d'anciennes usines textiles, des malteries, des hospices vont héberger des Maisons Folie, comme de nouveaux lieux artistiques et culturels qui se veulent aussi des équipements de proximité pour les habitants. Dans l'agglomération fortement touchée par la désindustrialisation et où un certain nombre de squats artistiques avaient déjà investi des friches, mettre en valeur

ce bâti, témoin d'un passé industriel, et s'appuyer sur les artistes, c'est tenter de produire par la culture une nouvelle image tout comme un renouvellement économique et urbain du territoire. Toutefois, ces lieux situés dans des quartiers encore populaires cristallisent des tensions quant à leur programmation culturelle et leur politique de proximité, attirant plutôt une nouvelle population initiée aux pratiques artistiques contemporaines que l'ancienne population ouvrière.

À Buenos Aires (cf. M. Lacarrieu *et al.*, « Quand l'essentiel est visible pour les yeux »), on assiste depuis peu à des mises en scène de différents groupes culturels se produisant en centre-ville impulsées par différents acteurs, tels que les défilés du nouvel an chinois, du carnaval afro-américain ou les démonstrations folkloriques des migrants de différentes régions d'Europe et du monde lors des journées de *Buenos Aires celebra* (*Buenos Aires célèbre*). Cela tend à donner une image multiculturelle à une ville où les migrations autres qu'européennes, relativement récentes, étaient en tout cas peu visibles ; mais cantonnées dans une exhibition esthétique, ces manifestations culturelles sporadiques et coupées de leur dimension sociale ne bénéficient pas d'une reconnaissance plus large dans la vie urbaine. Dans les quartiers, ces groupes restent au contraire le plus souvent stigmatisés et suscitent même des actions défensives de la part d'autres habitants, par le biais d'actions patrimoniales axées sur le bâti.

À Abou Dhabi (cf. S. Corbillé, « Les marques territoriales : opérateurs de patrimoine en contexte globalisé. Le cas d'Abou Dhabi »), la production d'un patrimoine, d'une identité de l'Émirat, passe par *La marque Abou Dhabi* créée en 2007 par le gouvernement. Le contexte est celui d'une ville qui n'était encore qu'un campement de Bédouins jusqu'en 1960 (et qui s'est surtout développée cette dernière décennie), passant de 3 500 habitants à presque 2 millions et ce, dans un pays où les « locaux » (les Émiriens) sont en minorité (15 à 20 %). Sa spécificité tient à la fois au régime de temporalité dans lequel s'inscrit cette production de patrimoine (tournée vers le futur) et au pari de faire tenir ensemble le local et le global dans le contexte de ce pays où l'économie du pétrole a bouleversé les modes de vie, les paysages urbains et les sites naturels. On est ainsi loin ici de ce qui est habituellement attendu du patrimoine, en termes d'affichage d'une couleur locale ou d'*authenticité*.

Comme on pourrait le suggérer, cette production du patrimoine entre les mains d'un seul acteur, *Le Bureau de la marque Abou Dhabi*, entité gouvernementale constituée de professionnels du marketing, peut résonner comme assez orwélien et nous interroger plus largement sur les limites à la démocratie qu'instaure le marketing comme outil de gestion dans la production d'identité.

Une troisième partie *Mises en récits de séquences urbaines* va s'intéresser à des secteurs de ville situés à Buenos Aires, Moscou, Saint-Quentin-en-Yvelines, Cergy-Pontoise.

À Buenos Aires (cf. M. Florencia Girola *et al.*, « Patrimoine à la carte »), trois cas de figure permettent de voir comment les implications patrimoniales d'acteurs aux enjeux distincts produisent de nouvelles frontières symboliques dans

l'espace public urbain. Dans le cas du quartier de Puerto Madero, ancien port à l'abandon, patrimonialiser d'anciens entrepôts a été une stratégie du pouvoir local pour attirer des investissements à partir de l'esthétisation des vestiges d'un passé obsolète et d'une situation privilégiée qui est celle d'être au bord du Rio de La Plata. Ce quartier d'habitat devenu le plus cher de la capitale est donc réservé à certaines couches sociales mais n'en est pas moins devenu à cause de ses espaces publics autour des bassins un lieu de promenade très prisé maintenant par l'ensemble de la population.

À San Telmo, quartier du centre historique, des habitants de logements à caractère social essayent d'obtenir leur maintien dans un bâtiment du XIX^e siècle en essayant d'inclure sa patrimonialisation dans les circuits touristiques. En fait, ils connaissent un destin à rebondissements, fait d'expulsions et d'occupations, en fonction des différentes politiques patrimoniales qui se succèdent depuis 30 ans et du boom touristique international de la capitale.

Dans un quartier périphérique, Floresta, sans qualités spécifiques, des habitants se mobilisent pour patrimonialiser tout un périmètre composé d'anciennes maisons qui avaient été peu à peu investies par des ateliers de confection qui modifiaient la population (les travailleurs du textile sont des immigrés boliviens et coréens) et l'image d'un quartier traditionnel. Ce sont également des conflits entre populations sur les usages et les personnes souhaitables dans un quartier qui mettent le patrimoine au centre des récits et des débats dans un secteur de Moscou, mais cette fois les indésirables sont plutôt les riches.

La cité-jardin, Sokol, conçue dans les années 1920, classée « *monument d'architecture et d'urbanisme soviétique* » en 1979, suscite, en effet, des enjeux et des stratégies qui s'affrontent (cf. S. Carton de Grammont, « Fleurs de Sokol »). Car ce quartier attire, suite à l'émergence d'un marché de l'immobilier moscovite après la fin du régime soviétique, une nouvelle catégorie socio-économique, les « *nouveaux Russes* », qui démolissent pour rebâtir des « *cottages* ». C'est en développant une logique de l'authenticité urbaine et d'une autochtonie ultra-localisée que les anciens habitants, en vue de conserver un statut digne, en dépit de leur descente sociale, tentent de lutter pour la conservation du quartier.

S'intéresser de près à la rhétorique des dénonciations virulentes de ces derniers, sur les bâtisses et usages des jardins des nouveaux Russes, à travers une analogie entre différentes figures de style et des processus sociaux, permet à l'ethnologue de déplacer la question de l'authenticité vers celle la véracité et de montrer comment les mots d'esprit sont une façon de fabriquer du lieu singulier.

C'est aussi à travers des mises en avant de l'authenticité que l'on tente de produire le secteur de Boedo (cf. C. de Saint Pierre, « À la recherche d'une image singulière »), qui, dans les indications des offices de tourisme, ne figure pas dans le périmètre de ce qui aurait un intérêt particulier à Buenos Aires, comme un quartier original. Pour ce faire, on mobilise des éléments de l'histoire des années 1920-1930, celui de l'engagement social et d'une culture artistique populaire, signifiée à travers certains lieux que l'on oppose aux transformations urbaines opérées dans d'autres quartiers. Ces actions impulsées par des acteurs associatifs

ou privés (cafés, commerces) mais également réunis dans une même instance (*Red de Cultura de Boedo*) tentent de donner plus d'incarnation spatiale à ce quartier; celui-ci ayant la particularité d'avoir surtout existé comme une référence culturelle et artistique, notamment à travers le tango et littérature, dans la première moitié du xx^e siècle et de n'avoir eu une reconnaissance administrative qu'à partir de 1972.

C'est également pour remettre en cause une forme d'invisibilité et tenter d'acquérir une certaine légitimité que dans les villes nouvelles de Cergy-Pontoise et Saint-Quentin-en-Yvelines des initiatives médiatrices entre institutions et habitants essayent maintenant de mettre en forme un passé, incluant l'avant et l'après ville nouvelle, à travers la mise en évidence d'un patrimoine ancien et récent. Et ce, quitte à opérer une certaine rupture avec un récit antérieur tourné vers l'avenir qui revendiquait comme une force et une singularité l'absence de traditions permettant un plus grand champ des possibles (cf. C. de Saint Pierre, « À la recherche d'une image singulière »).

De façon plus large, on peut penser que, si tendent à se développer, un peu partout dans les périphéries, des actions patrimoniales qui mettent en scène un morceau de ville¹³, c'est pour tenter de faire face à des formes de déterritorialisation : rassembler des espaces, des expériences pour donner une représentation à des ressentis de l'intérieur et au quotidien d'espaces habités et partant, donner forme à une existence sociale invisible ou stigmatisée.

Aborder ainsi la ville à partir des stratégies et des enjeux patrimoniaux qui prennent une telle importance aujourd'hui un peu partout dans le monde permet plus largement de mettre en évidence les différentes logiques des politiques, des architectes, des urbanistes et des habitants, leurs confrontations, leurs articulations à l'œuvre dans la configuration des espaces d'aujourd'hui. Les différentes situations urbaines, décrites et présentées ici, mettant en scène, en image et en récit du patrimoine dit matériel comme immatériel, font apparaître les conditions qui permettent ou pas des formes d'identification à des espaces anciens ou récents (quelquefois même dès leur conception), et les modalités par lesquelles les significations données au passé (sans cesse renouvelées) peuvent susciter adhésions ou conflits.

Cette dimension performative peut faire advenir de nouvelles formes de localisme (quelque fois à une échelle micro mais toujours en relation avec des *contextes* beaucoup plus larges), tout comme de nouveaux *regroupements* de citoyens. Ces *univers de reconnaissance* semblent prendre d'autant plus d'importance actuellement, qu'elles permettent de se situer et de se positionner, dans un contexte, où un certain nombre de références politiques ou de grands récits qui jouaient ce rôle ont disparu.

Notes

1. Marc AUGÉ tente de démêler ce qu'il appelle un « véritable écheveau de la peur » du monde contemporain (crise économique, terrorisme, accidents naturels, technologiques) et d'analyser le « mal-être généralisé » des sociétés. Il souligne notamment qu'impuissants devant une actualité qui nous déborde nous n'avons pas encore appris à maîtriser le changement d'échelle spatiale et temporelle. In *Les nouvelles peurs*, Payot/Rivages, 2013. Voir aussi : *L'anthropologue et le monde global*, Paris, Armand-Colin, 2013.
2. On peut d'ailleurs observer que les préoccupations patrimoniales et écologiques tendent de plus en plus à se rejoindre.
3. Comme le souligne Guy DI MÉO, « De fait, l'identité territoriale et patrimoniale ne se limite plus à un constat d'existence plus ou moins fragile, elle devient nouveauté, création, redécouverte et renaissance, en rapport avec des situations et des enjeux bien actuels » DI MÉO Guy, « Patrimoine et territoire une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, n° 78, 1995, p. 27.
4. Marc ABÈLÈS parle « du nouveau visage de sociétés où les frontières se brouillent entre l'authentique, le traditionnel et les apports culturels issus de civilisations lointaines, mais qui circulent d'un bout à l'autre de la planète ». In *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2012.
5. Comme l'a bien montré Nathalie HEINICH dans sa recherche centrée sur les pratiques des professionnels de l'Inventaire du patrimoine. Voir *La fabrique du patrimoine*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2009.
6. Les recherches menées dans le cadre de la Mission du Patrimoine ethnologique montrent bien ce foisonnement d'acteurs et cette *fièvre d'histoire* dans toutes sortes de localités en France, voir : BENZA Alban, FABRE Daniel (dir.), *Une histoire à soi*, éditions de la Maison des Sciences de l'homme, Paris, 2001. Michel RAUTENBERG souligne aussi que d'autres acteurs que l'État, économiques, sociétaux, interviennent dans la question du patrimoine urbain et que c'est dans cette complexité qu'il convient de se situer. Voir « Quelles patrimonialisations de l'urbain, vers la patrimonialisation de l'urbanité », *Internationale de l'Imaginaire*, n° 27, 2012, p. 237-252.
7. Au sens que lui donne Bruno LATOUR, c'est-à-dire où peuvent se retrouver ensemble, de façon pas forcément prévisible, différents types d'acteurs. Voir *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
8. Cet ouvrage vient à la suite d'une journée d'études « *La mise en jeu du patrimoine dans la configuration de la ville d'aujourd'hui* » qui a eu lieu le 15 juin 2012 à l'EHESS et a été organisée dans le cadre d'un programme de coopération scientifique avec l'Argentine, CNRS/CONICET. Il reprend la plupart des contributions et est enrichi de l'apport de trois textes supplémentaires.
9. La notion de *contexte* est défini par *espace-temps social* par Marc Augé.
10. « Le patrimoine. Un lieu d'être autrement », in LE GOFF Jacques, *Patrimoine et passions identitaires*, Fayard, 1998, p. 33-41.
11. LEPETIT Bernard, « Une herméneutique urbaine est-elle possible? », in LEPETIT Bernard, PUMAIN Denise (dir.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993 (rééd. 1999), p. 293.
12. Maria GRAVARI BARBAS a développé le rôle du tourisme dans la production sociale de patrimoines. « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies », *Internationale de l'imaginaire* n° 27, *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine?*, Arles, Babel, 2012, p. 375-399.
13. Parmi les nombreux exemples que l'on rencontre un peu partout dans les périphéries, il y a des actions impulsées par des habitants souvent concernant leur lieu de résidence, d'autre part des institutions en lien ou pas avec les habitants, comme par exemple, sur le Stade de France à Saint-Denis, l'exposition de photos intitulée « *Plaine commune, terre de patrimoine* » qui présente des clichés de la basilique Saint-Denis, des cités-jardins et des anciennes usines de métallurgie (15 juin-23 septembre 2013).

Bibliographie

- ABÈLÈS Marc, *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2012.
- ANDRIEUX Jean-Yves, *Patrimoine et société*, Rennes, PUR, 1998.
- ANDRIEUX Jean-Yves (dir.), *Patrimoine : Sources et paradoxes de l'identité*, Actes du cours public donné à l'université de Rennes 2, 5 novembre 2007-2 avril 2008, Rennes, PUR, coll. « Art et Société », 2011, 306 p.
- ANDRIEUX Jean-Yves, *Patrimoine et Histoire*, Paris, Belin, 1997.
- AUGÉ Marc, « Les lieux de mémoire du point de vue de l'ethnologie », *Gradhiva*, n° 6, 1989, p. 3-12.
- AUGÉ Marc, *Les nouvelles peurs*, Paris, Payot/Rivages, 2012.
- AUGÉ Marc, *L'anthropologue et le monde global*, Paris, Armand-Colin, 2013.
- BENSA Alban, FABRE, Daniel. *Une histoire à soi, Figurations du passé et localités*, Paris, éditions de la MSH, 2001.
- BENSA Alban, « Images et usages du temps », *Terrain* « Vivre le temps », n° 29 septembre, 1997.
- BOURDIN Alain, *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 1984.
- BROMBERGER Christian, « Ethnologies, patrimoines, identités. Y a-t-il une spécificité de la situation française ? », in FABRE D. (dir.), *L'Europe entre cultures et nations. Actes du colloque de Tours*, Paris, Éditions de la MSH, 1996.
- CERCLLET Denis, « Le patrimoine et après ? », in *Internationale de l'imaginaire. Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine?*, n° 27, Arles, Babel, 2012, p. 461-472.
- CHOAY Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992.
- CHOAY Françoise, *Patrimoine en questions : Anthologie pour un combat*, Paris, Seuil, 2009.
- DI MEO Guy, « Patrimoine et territoire une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, n° 78, 1995, p. 15-34.
- FABRE Daniel, *Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions Maison des sciences de l'homme, 2000.
- FABRE Daniel, « Le patrimoine, l'ethnologie », in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, p. 59-72.
- FABRE Daniel, « Ethnologie et patrimoine en Europe. Conclusions et perspectives du colloque de Tours », *Terrain*, n° 22, p. 145-150, 1994.
- FABRE Daniel, IUSO Anna (dir.), *Les Monuments sont habités*, Paris, MSH, coll. « Ethnologie de la France », 2010.
- GRAVARI-BARBAS Maria (dir.), *Habiter le patrimoine, enjeux, approches, vécus*, Rennes, PUR, 2005.
- GRAVARI-BARBAS Maria, « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies », *Internationale de l'imaginaire. Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine?*, n° 27, Arles, Babel, 2012, p. 375-399.
- GUILLAUME Marc, *La politique du patrimoine*, Paris, Galilée, 1980.
- HARTOG François, « Patrimoine et histoire : les temps du patrimoine », in *Patrimoine et société*, Rennes, PUR, 1998.
- HEINICH Nathalie, *La fabrique du patrimoine*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2009.
- Internationale de l'imaginaire*, « Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine? », nouvelle série, n° 27, Arles, Babel, 2012.

- JEUDY Henry-Pierre (dir.), *Ethnologie française*, « Le vertige des traces. Patrimoines en question », t. XXV, n° 1, 1995.
- JEUDY Henry-Pierre (dir.), *Patrimoines en folie*. Paris, Éditions MSH, 1990.
- LATOUR Bruno, *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- LE GOFF Jacques, *Patrimoine et passions identitaires*, Paris, Fayard, 1997.
- LENAUD Jean-Michel, *L'utopie française, essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 1992
- LEPETIT Bernard, « La ville : cadre, objet, sujet », *Enquête*, n° 4. 1996.
- LEPETIT Bernard, « Une herméneutique urbaine est-elle possible? », in LEPETIT B., PUMAIN D. (dir.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993. (rééd. 1999).
- NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.
- NORA Pierre (dir.), *Science et conscience du patrimoine*, Paris, Fayard, 1997.
- POULOT Daniel, *Patrimoine et modernité*, Paris/Montréal, L'harmattan, 1998.
- RAUTENBERG Michel, *Rupture patrimoniale*, Bernin, À la Croisée, 2003.
- RAUTENBERG Michel, « Quelles patrimonialisations de l'urbain? Vers la patrimonialisation de l'urbanité », *Internationale de l'imaginaire. Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine?*, n° 27, Arles, Babel, 2012, p. 237-252.
- SIBONY, Daniel, « Le patrimoine. Un lieu d'être autrement » p. 33-41, in LE GOFF, Jacques, *Patrimoine et passions identitaires*, Paris, Fayard, 1998.
- TORNARE Jean-Louis, Le patrimoine, de l'art de représenter le passé à l'art de faire attention, *Internationale de l'imaginaire. Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine?*, n° 27, Arles, Babel, 2012, p. 187-205.
- TURGEON Laurier (dir.), *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, Laval, Presses Université Laval, 2009.